

# bulletin hebdo



## La guerre du Golfe, un conflit Nord-Sud

Managua, 17 janvier (ANN). Même si la guerre du Proche-Orient préoccupe l'Amérique latine pour les conséquences qu'elle va avoir sur les économies fragiles du Tiers monde, dans l'ensemble, les gouvernements latino-américains soutiennent les Etats-Unis. Il n'empêche que des voix dissonantes se font entendre. Nous vous proposons quelques réactions relevées dans la presse nicaraguayenne.

### AU NICARAGUA

L'ancien président Daniel Ortega, jusqu'au dernier moment, a multiplié les démarches pour parvenir à une solution négociée. Il était encore à Bagdad quelques heures avant la fin de l'ultimatum de l'ONU. Le 16 janvier, depuis Moscou, celui à qui sa recherche infatigable de la paix dans son propre pays a valu le surnom de "président de la paix", a lancé un appel aux peuples du monde dans lequel il analyse la nature du conflit: "Dans la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Irak, les pays riches sont complices de l'agression impérialiste. C'est la guerre du Nord contre le Sud, la guerre de l'impérialisme contre les peuples. Nous sommes aux côtés du peuple irakien, aux côtés des peuples arabes et nous sommes contre cette guerre. Nous exigeons du gouvernement des Etats-Unis qu'il cesse immédiatement les bombardements, qu'il donne une chance à la paix. Il y a eu des

propositions très claires dans lesquelles l'Irak a manifesté sa disposition trouver une solution pacifique (...) Que s'impose une solution pacifique à cette guerre qui ensanglante l'Humanité et fait passer à l'Histoire le gouvernement yankee et ses complices comme ceux qui plongent l'Humanité dans la crise la plus grave".

L'éditorial de *Barricada* du 17 parle de "guerre maudite (...) provoquée par la convoitise et l'ambition portées à des niveaux surhumains (...), honteuse, injuste et scandaleuse à cause de la supériorité numérique, économique et militaire des puissances qui attaquent (...), immorale et cynique car les intérêts économiques et politiques sont camouflés sous la bannière du bien commun (...). Rien n'illustre autant le caractère impie de cette guerre et la double morale des grandes puissances que l'autorisation de l'agression donnée par le Conseil de sécurité de l'ONU pour répondre à l'occupation du Koweït, un pays inventé par les compagnies pétrolières en territoire irakien (...). On peut comprendre alors (...) que les peuples arabes - puisque leurs gouvernements ne le font pas - portent le conflit au-delà des frontières de l'Irak et que ce soit eux qui se dressent alors, conjurant par une guerre sainte l'horreur et l'impiété de cette guerre maudite au nom de tous les pauvres et de tous les déshérités de la terre".

Le FSLN a émis un communiqué dans lequel il condamne l'intervention irakienne au Koweït, contraire à l'ordre juridique international, mais pour les mêmes raisons considère que l'attitude des Etats-Unis n'a aucune justification.

De son côté, la présidente Violeta Chamorro s'est rendue à l'église pour prier, se prononçant devant la presse "pour l'unité entre tous". Quant au quotidien de droite *La Prensa*, il qualifie le président Saddam Hussein d'incarnation du mal et explique qu'ayant été abandonné par ses parents, il montre "dès son plus

### SOMMAIRE

**Un conseiller de la contra au gouvernement**

**La fin de la Révolution ?**

**Congrès du FNT**

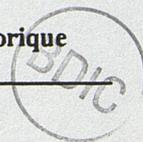
**La télévision en boîte**

**Les communautés de base toujours sur la brèche**

**Un pas vers l'intégration économique**

**Panama : un virage historique**

40 P 11481



jeune âge et à chaque étape de sa vie des signes de violence et de cruauté". Un article informe avec un luxe de détails que les dernières heures avant l'attaque ont été consacrées par les soldats étatsuniens à écrire leur testament.

Le 16, une émission d'information de la Chaîne 2 de télévision - qui ne propose que des émissions "en boîte" faites aux Etats-Unis pour l'Amérique latine - a diffusé un programme spécial comprenant un reportage sur Saddam Hussein. Dans *Barricada* du lendemain, la journaliste Irene Selser commente: "Cette émission a servi à justifier face à l'opinion publique latino-américaine l'action militaire contre l'Irak, dont le régime a été satanisé grâce aux épithètes les plus raffinés du dictionnaire de la guerre psychologique. Le président Saddam Hussein a été successivement qualifié de totalitaire, de leader cruel et menteur, de violeur des droits de l'homme, de tortionnaire d'enfants et de dictateur vicieux. Bien sûr aucune allusion aux causes réelles du conflit et aux intérêts géopolitiques des Etats-Unis (...) Parmi les 'chefs d'état démocratiques' invités à s'exprimer, on a vu l'argentin Carlos Menem souhaiter à son homologue irakien une mort instantanée pour avoir violé les droits de l'homme, lui qui vient d'amnistier tous les militaires coupables d'avoir assassiné 30 000 argentins entre 76 et 80. De même, le vice-ministre des Relations extérieures du Costa Rica a plaidé pour la préservation du 'système démocratique mondial' mis en cause au Proche-Orient, bien que son pays ait été le tremplin de l'agression contre le Nicaragua (...) Au lieu de conjuguer leurs efforts pour arrêter le massacre annoncé de milliers de soldats et de civils, les gouvernants des 'démocraties latino-américaines' entrent en compétition pour fournir aux Etats-Unis davantage d'arguments qui puissent justifier leur arrogance." Après avoir rappelé la mise en scène qui nous a préparés petit à petit au "grand spectacle de la guerre", celui du "conflit qui a reçu le plus de publicité de toute l'histoire", I. Selser explique que les Etats-Unis ont tout fait pour que "le Tiers monde fasse siens leurs objectifs contre l'Irak".

#### EN AMERIQUE LATINE

Le quotidien populaire *El Nuevo Diario* fait état des premiers commentaires en Amérique latine, à commencer par celui de l'ancien président du Costa Rica, Oscar Arias, prix Nobel de la paix, qui regrette que le Conseil de sécurité de l'ONU n'ait pas accordé un délai suffisant. "D'autres conflits nous ont appris qu'il faut de la patience et de la persévérance pour conquérir la paix." Mais le Costa Rica, qui avait exprimé il y a quelques jours son soutien à Israël, a demandé au président Saddam Hussein de se retirer du Koweït. Le gouvernement argentin a envoyé deux bateaux de guerre, ce qui provoque une forte polémique. Au Brésil, le ministre des Relations extérieures Francisco Rezek a déclaré que l'effondrement de l'Union soviétique a conduit "à un monolithisme non désirable. (...) L'établissement d'une 'pax americana' fera que nous tous, qui formons 160 nations, nous aurons du

mal à établir notre propre souveraineté." Le président uruguayen Luis Lacalle a regretté qu'on n'ait pu empêcher la guerre, mais a exprimé sa compréhension et son soutien à George Bush. Tandis que l'on signale des attentats au Chili et au Guatemala, des combattants de la guérilla péruvienne du Sentier lumineux ont manifesté publiquement dans trois localités pour exprimer leur soutien à Saddam Hussein. Au Salvador, le FMLN estime que l'ONU "a donné son soutien à une agression véritablement sauvage. (...) Précisément parce que nous vivons en risquant notre vie en permanence, nous condamnons l'infamie de ceux qui considèrent nos peuples comme les pièces d'un échiquier fatidique."

Quant à Fidel Castro, il juge que ce sont les premiers qui ont appuyé sur la gachette qui portent la responsabilité de ce qui se passe. "Cette guerre signifie l'échec de l'ONU et de tous les hommes politiques de notre ère." Il estime que les parties concernées n'ont fait preuve d'aucune compréhension et que l'Irak a fait des raisonnements éthiques, historiques, religieux et nationalistes alors qu'une logique réaliste était indispensable.

#### UN CONSEILLER DE LA CONTRA AU GOUVERNEMENT

Sergio Ferrari

Managua, 17 janvier (ANN). En nommant Rubén vice-ministre des Rapatriés et Boanerges Matus, alias "Pepe", un de principaux conseillers de la contra, numéro deux de la Réforme agraire (INRA), l'équipe de la présidence pourrait enlever à Virgilio Godoy une partie de sa base sociale. En effet, la Résistance avait soutenu les actions anti-gouvernementales de l'extrême-droite lors des émeutes de la Région V. Peu de jours après sa nomination, Sergio Ferrari a interrogé "Pepe" Matus.

#### DE NOUVEAUX RAPPORTS ENTRE LA PRESIDENCE ET LA CONTRA?

*Sergio Ferrari: Quelle est la signification politique de votre entrée au cabinet du gouvernement?*

*Pepe Matus: Notre désignation reflète la pluralité politique qui existe dans le gouvernement de Doña Violeta. C'est un geste de bonne volonté, de réconciliation, dans le cadre de la concertation nationale. Je dirais même plus, c'est un fait très important qui répond aux attentes des démobilisés, des rapatriés et de tous ceux qui se réunissent dans la vie sociale et politique du pays.*

*S.F.: Selon vous, quelle est la priorité?*

*P.M.: Le commandant Rubén et moi-même allons travailler d'arrache-pied à la réconciliation, surtout dans les*

campagnes. Il faut résoudre les problèmes des gens qui reviennent de l'étranger, des démobilisés de l'armée et aussi répondre à la demande historique de terre.

*S.F.: Il n'y a pas longtemps, les tensions entre le secteur de la Résistance que vous dirigez avec Rubén et le gouvernement Chamorro étaient manifestes. Cette situation est-elle en train de changer ?*

P.M.: Si vous voulez parler des émeutes de la Région V, les principaux protagonistes en ont été les maires et le mouvement "Sauvons la démocratie". Nous avons exprimé notre soutien moral étant donné qu'ils reprenaient les revendications des démobilisés. Ce qui est important, c'est que dans la mesure où le processus démocratique se consolidera, des espaces s'ouvriront. Notre arrivée au gouvernement reflète cette réalité.

*S.F.: Avez-vous consulté les autres membres de la Résistance avant d'accepter la proposition du gouvernement ?*

P.M.: Nous l'avons fait et ils l'ont bien accueillie. Nous espérons accomplir la tâche qui nous a été assignée.

*S.F.: Est-ce que le fait que la présidente ait choisi les représentants d'un secteur des démobilisés implique qu'à partir de maintenant le gouvernement vous considère comme ses principaux interlocuteurs ? Pourquoi n'a-t-elle pas offert de poste à "Franklin" ?*

P.M.: Tant qu'il a dirigé les troupes, *Franklin* a été un grand commandant. C'est un homme très valable. Je crois que la décision du gouvernement provient d'une analyse des capacités de chacun par rapport aux fonctions à remplir. Je crois aussi que *Franklin* va être nommé à un autre poste dans le gouvernement (voir *EN BREF*).

#### LA RESISTANCE EST-ELLE SATISFAITE ?

*S.F.: L'entrée au gouvernement de deux de ses dirigeants répond-elle aux aspirations de la Résistance ?*

P.M.: Quand, avec *Rubén*, nous avons signé les accords de transition et pendant tout le processus de négociation, nous avons toujours dit que nous n'étions aucunement intéressés à participer au gouvernement, mais que nous cherchions surtout à consolider le processus démocratique. Ces deux nominations à des postes de responsabilité vont nous permettre de canaliser de nombreuses demandes et contribuer à résoudre le problème des campagnes qui ont été le théâtre des derniers conflits.

*S.F.: Et quant à la réforme agraire ?*

P.M.: Nous allons promouvoir une réforme agraire intégrale, une distribution plus équitable de la terre. Celle-ci doit se faire en fonction de tous les nicaraguayens qui ont vraiment besoin de terres pour travailler et subsister.

*S.F.: Récemment, le commandant Bayardo Arce a indiqué la nécessité de mettre en oeuvre une révolution agraire qui dépasse la réforme antérieure. Etes-vous d'accord ?*

P.M.: Je viens à peine d'être nommé. Quand j'aurai étudié à fond le problème agraire, je serai en mesure de faire des commentaires à ce sujet. Si j'y répondais maintenant, ce ne serait que spéculation de ma part.

#### UNE DEFAITE POUR LE VICE-PRESIDENT ?

*S.F.: Les relations entre les démobilisés de la Résistance et le gouvernement qui se sont instaurées à partir de la formation du nouveau cabinet ministériel impliquent-elles que le secteur de la Résistance que vous dirigez s'écarte du projet politique de Virgilio Godoy avec lequel vous paraissiez d'accord récemment ?*

P.M.: Nous avons dit à plusieurs reprises que nous ne sommes les instruments d'aucun parti ni d'aucun dirigeant politique. Nous avons été et nous sommes toujours une réalité politique et militaire. Aujourd'hui, nous travaillons à la réinsertion effective de tous les membres de la Résistance à la vie du pays. A aucun moment nous avons été liés à V. Godoy. C'est un nicaraguayen, comme tant d'autres, qui fait de la politique et c'est le vice-président de ce pays. Mais ceux qui ont dit que nous étions manipulés ou utilisés par des secteurs politiques nous ont, à dessein, mal interprétés. J'insiste: l'ancienne Résistance se consacre maintenant à la réinsertion effective de tous ses membres. Et le fait qu'aujourd'hui nous fassions partie du cabinet ministériel prouve que le gouvernement est représentatif des secteurs influents.

*S.F.: La Résistance continuera-t-elle à demander la destitution du général Humberto Ortega du commandement de l'armée ?*

P.M.: A présent, je suis un fonctionnaire du gouvernement. C'est un sujet qui a déjà été largement abordé. La Résistance a expliqué son point de vue. En parler maintenant ne ferait qu'emmêler les choses. Je pense que le but à atteindre est la réconciliation de tous les nicaraguayens.

#### LA FIN DE LA REVOLUTION ?

**Managua, 9 janvier (ANN/El Nuevo Diario).** Des déclarations du sociologue sandiniste Oscar René Vargas reproduites partiellement dans *El Nuevo Diario* le 6 janvier sous le titre "La révolution sandiniste est-elle terminée?" ont provoqué diverses réactions qui l'ont obligé à préciser sa pensée et à développer son analyse. Nous vous proposons de larges extraits de sa contribution parue le 9 janvier dans le même journal.

"...La défaite électorale du FSLN en février 90 nous a

montré l'existence d'un divorce entre la direction politique du FSLN et les masses populaires, que les dirigeants n'ont pas décelé à temps et qui est l'une des causes de la défaite.

Celle-ci marque la fin de la période révolutionnaire et le début d'une autre, qui n'est pas révolutionnaire. En ce sens, nous pouvons dire que c'est la fin de la révolution puisque nous assistons à un processus d'involution des conquêtes populaires. Depuis le 25 avril 90, c'est le gouvernement, défenseur d'intérêts économiques et sociaux de classes et de secteurs différents, qui a l'initiative.

La stratégie à moyen terme du gouvernement Chamorro peut se résumer ainsi:

1. Un programme économique qui tend à faire porter le poids de la crise par un seul secteur social: les travailleurs des villes et des campagnes. Le mouvement populaire est sur ses gardes et cherche à préserver les acquis de la période antérieure.
2. Le gouvernement tente de contrôler le mouvement social en affaiblissant les organisations syndicales par le chômage, qui divise les travailleurs entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas; en coupant les crédits aux coopératives agricoles; en privatisant les entreprises pour que les anciens ou les nouveaux propriétaires renvoient les leaders syndicaux.
3. En contrôlant la résistance du mouvement social, il prétend aussi diminuer le poids politique des forces révolutionnaires et de leurs partis. Dans la mesure où il parviendra à affaiblir les organisations populaires, il diminuera le poids des forces révolutionnaires, sans avoir besoin de recourir à un affrontement violent comme le proposent Godoy et ses alliés.
4. Une autre visée importante de la stratégie du gouvernement est la dénaturation des Forces armées. Celles-ci ont constitué un élément essentiel du pouvoir révolutionnaire. Aujourd'hui, on assiste à un lent processus de dénaturation et les Forces armées soutiennent qu'elles sont "la garantie" du gouvernement démocratique.
5. L'Eglise joue aussi un rôle important dans ce processus de "démontage" des éléments qui nous restent de la période révolutionnaire. Elle travaille dans un domaine plus idéologique, avec des effets politiques à moyen terme. Elle change les textes scolaires, renforce l'image de la famille traditionnelle, se bat contre l'éducation sexuelle et bientôt annulera la loi sur le divorce unilatéral et d'autres acquis dans le domaine des valeurs morales.
6. Tous ces éléments indiquent que le gouvernement cherchera à réformer la Constitution afin de réduire les pouvoirs de la présidence.

Dans la période actuelle, les attaques du gouvernement contribuent au rétablissement de la lutte syndicale, et, plus qu'à l'écrasement de la classe ouvrière, nous assistons à une redéfinition des rapports syndicaux et politiques. Il faut souligner que ce ne sont pas seulement les organisations de travailleurs ayant une longue tradition de lutte ou ceux qui sont influencés par la gauche qui participent au rétablissement et à la recomposition du mouvement ouvrier. Des secteurs beaucoup plus larges s'éveillent à la lutte syndicale et entrent en scène. Une nouvelle avant-garde syndicale est en train de se forger.

C'est en me fondant sur tous ces éléments que je soutiens que nous nous trouvons dans une période politique de reflux pour le mouvement populaire et que cette période n'a pas un caractère révolutionnaire. (...) Pour conclure je voudrais souligner que tant qu'existeront la misère, la faim, la malnutrition et les injustices sociales - l'exploitation de l'homme par l'homme, la révolution sociale, politique et économique sera une nécessité historique au Nicaragua et devra non seulement tenir compte des progrès réalisés durant la période révolutionnaire mais aussi reconnaître et surmonter les erreurs ..."

#### CONGRES DU FNT

**Managua, 14 janvier (ANN).** Le FNT a tenu le 13 janvier un congrès extraordinaire au cours duquel la question des privatisations des entreprises d'Etat a été longuement abordée. **Privatisation en faveur des travailleurs, respect des accords issus de la concertation et transparence, c'est ce que les syndicats ont demandé au gouvernement.**

A la veille de l'arrivée d'une délégation du FMI et de la Banque mondiale, le FNT a demandé que les documents qui vont lui être soumis soient rendus publics. Il s'est prononcé en faveur d'ajustements graduels, insistant sur le fait que la situation du Nicaragua est exceptionnelle et qu'on ne peut, après tant d'années de guerre, lui donner le même traitement que les autres. Les syndicats exigent que les accords issus de la concertation soient respectés et qu'on reconnaisse aux travailleurs les droits sur leurs entreprises qu'ils ont acquis par leurs sacrifices au cours des dix dernières années. On sait que le gouvernement est en train de préparer les privatisations, mais rien de ce travail n'a été rendu public. Le FNT exige aujourd'hui que soient définies les règles du jeu qui régiront le processus de privatisation et, en premier lieu, que les somozistes qui réclament la restitution de leurs biens confisqués ne puissent en bénéficier. En corollaire, les syndicats demandent des mesures de protection de l'industrie nationale, surtout maintenant qu'un accord de libre commerce vient d'être signé entre les pays centraméricains et le Mexique.

Quant aux axes de lutte pour l'année qui commence, le

FNT a défini comme prioritaires la lutte contre le chômage et les licenciements, un salaire minimum correspondant à un "panier de la ménagère" de 53 produits, le respect des conventions collectives et du budget de l'Education et de la Santé.

### LA TELEVISION EN BOITE

**Managua, 16 janvier (ANN/Gente).** Les deux chaînes de télévision sont aujourd'hui sur la sellette. D'après le magazine "Gente", les séries de violence made in USA et les feuilletons à l'eau de rose qui envahissent le petit écran ne répondent pas au goût du public. Actuellement, aucune des deux chaînes existantes n'offre d'émissions éducatives et leurs grilles de programmes ne contiennent pratiquement pas de productions nationales. Les téléspectateurs ont mis tous leurs espoirs dans la prochaine apparition de la "4", la chaîne sandiniste qui commencera à diffuser en avril.

Les efforts réalisés sous le gouvernement sandiniste par la 6, chaîne nationale, ont pratiquement été réduits à néant depuis qu'elle a suspendu la plupart des émissions produites dans le pays. Même si son nouveau directeur, Carlos Briceño, a ménagé de petits espaces pour des productions nationales, celles-ci sont de médiocre qualité et les secteurs populaires ne peuvent plus s'y exprimer comme ils le faisaient sous l'ancien gouvernement: le magazine "Aujourd'hui" a perdu tout dynamisme et l'émission "Démocratie en marche" n'est "qu'une succession ennuyeuse d'interviews de fonctionnaires du gouvernement" d'après le directeur du quotidien *Barricada*, Carlos Fernando Chamorro. Quant aux informations télévisées, l'officiel *Noticiero Nacional* est heureusement compensé par *Extravisión*, le bulletin d'information réalisé par un groupe de journalistes sandinistes qui louent quotidiennement un espace d'une demi-heure.

Bien que C. Briceño affirme que son but est de "faire de la 6 une chaîne publique qui ne dépende pas verticalement du gouvernement", les téléspectateurs sont excédés par les spots pro-gouvernementaux d'un "violetisme" excessif qui interrompent à tout moment la diffusion. De plus, la grille de la 6 n'offre aucune émission éducative et les jeunes n'ont guère sous les yeux que des scènes de violence alternant avec les images d'Epinal de l'américain "way of life". Il faut bien admettre que malgré le manque de moyens de l'ancien Système sandiniste de télévision, les téléspectateurs y jouaient un rôle actif et appréciaient les émissions produites sur place, notamment celles qui s'adressaient aux jeunes et aux enfants.

Malgré tout, la 6 est mieux accueillie que la chaîne privée 2, d'après les diverses opinions recueillies par *Gente*. En effet, la 2 consacre la totalité de sa grille à des émissions fabriquées et mises en boîte à Miami. L'un de ses directeurs, Oscar Miranda, justifie l'excès de violence et les

mauvais feuilletons par les restrictions économiques. "Une chaîne qui ne diffuse que des émissions 'en boîte' requiert moins d'investissement que celle qui dispose d'un studio pour diffuser ses émissions en direct", affirme-t-il. Pour ce qui est de l'information, la 2 est une sorte de filiale de la compagnie étatsunienne Univision et les téléspectateurs nicaraguayens reçoivent les nouvelles de leur propre pays via les Etats-Unis.

### QUE SOUHAITENT LES TELESPECTATEURS ?

Des opinions des téléspectateurs recueillies par le magazine *Gente*, il ressort que beaucoup d'entre eux sentent que les deux chaînes de télévision leur ont manqué, en quelque sorte, de respect, dans la mesure où on ne les a pas consultés pour connaître leur avis sur la grille des programmes. De plus, tout en reconnaissant les carences qui existaient aussi sous le sandinisme, ils s'inquiètent des valeurs prônées par le gouvernement en place, en ce qui concerne, par exemple, les publicités qui nuisent à l'image de la femme et induisent à la consommation, à un moment où la crise économique frappe durement la population. En un mot, ils reprochent à la télévision de tourner le dos à la réalité nicaraguayenne et d'exclure la participation nationale.

Pourtant, il existe au Nicaragua une vingtaine de groupes audio-visuels capables de produire pour la télévision. "Il faut les encourager, leur apporter une aide financière afin qu'ils contribuent à enrichir la production nationale", affirme Augusto Zamora, sociologue et réalisateur de télévision. Le cinéaste nicaraguayen Frank Pineda ajoute qu'il espère que la 4, la chaîne sandiniste offrira des espaces à la population et aux réalisateurs nationaux. Pour C. F. Chamorro, la télévision au Nicaragua a été et continue à être "sous-utilisée" et la 4, qui devrait commencer à diffuser en avril, devra tenir compte des demandes de divertissement du public, mais aussi inclure la réflexion et le débat sur des thèmes d'actualité qui concernent la vie des nicaraguayens.

*Gente* lance un appel aux téléspectateurs qui souhaitent un modèle alternatif de télévision, les incitant à donner leur avis et à faire valoir leurs droits en exigeant des émissions non seulement démocratiques mais encore adaptées à la réalité du pays. *Gente* suggère même la création d'une organisation de défense du téléspectateur.

### LES COMMUNAUTES DE BASE TOUJOURS SUR LA BRECHE

**Managua, 14 janvier (ANN).** Les fêtes de Noël ont été marquées cette année par une débauche de produits de consommation venus de l'étranger. Pourtant, comme l'explique cette chrétienne membre des communautés de base, ils étaient hors de portée. Dans cette grave situation économique, les militants catholiques de la théolo-

### **gie de la libération sont plus que jamais aux côtés des pauvres.**

Ceux dont le travail s'est insprit pendant dix ans dans le processus révolutionnaire n'ont pourtant pas échappé à l'impact de la défaite électorale. "Nous pensions, et nous continuons à penser, que la Révolution rendait possible l'avènement d'une société où nous aurions pu vivre dignement, dans la fraternité, où nous aurions pu vivre davantage selon l'Évangile. Lorsque l'autre projet a remporté la victoire, nous nous sommes sentis découragés". Ce moment de confusion et même de division a été dépassé grâce à une réflexion commune. Aujourd'hui, le choix d'accompagner les pauvres se traduit par le travail communautaire dans les quartiers populaires et dans les bidonvilles. Les principaux projets concernent les domaines où le recul est le plus sensible: la nutrition, la santé et l'éducation. L'alphabétisation, la promotion de la médecine naturelle et de la consommation de soja sont donc prioritaires. Mais non moins urgente est la formation de promoteurs des droits de l'homme, dont le rôle est de sensibiliser la population, de lui faire connaître les droits fondamentaux inscrits dans la constitution et les moyens de les faire respecter. Ce projet, au moment où, pour ne citer qu'un exemple, des milliers de familles sont menacées d'être expulsées des terrains sur lesquels elles ont construit leur maison, correspond aux préoccupations essentielles.

"La crise affecte tout le monde, ceux qui ont voté UNO come ceux qui ont voté FSLN. Nous travaillons avec tout le monde", explique un membre des communautés de base. Après le changement de gouvernement, la polarisation était extrême. Aujourd'hui, il y a moins de tension, même si certains voient d'un très mauvais oeil les autorités actuelles tirer parfois bénéfice d'un travail communautaire entrepris il y a longtemps avec l'aide de l'ancien gouvernement. Les communautés de base, là où elles existent, ont pris le temps de mener un dialogue individuel pour permettre que les uns et les autres travaillent ensemble au profit de tous, ce qui est possible aujourd'hui, surtout avec l'approfondissement de la crise. Et c'est un autre aspect de la situation actuelle: "les faits parlent d'eux-mêmes" et les électeurs de l'UNO sont de plus en plus conscients que le projet du gouvernement va contre leurs intérêts. Quelle que soit la crise que traverse le FSLN, les communautés de base poursuivent leur chemin car leur action s'inscrit dans la défense de la Révolution et de ses acquis. Elles gardent vivant leur espoir: dix ans de Révolution ont fait reculer le fatalisme.

### **UN PAS VERS L'INTEGRATION ECONOMIQUE**

Managua, 14 janvier (ANN). D'importantes décisions ont été prises lors de la réunion des pays centraméricains avec le Mexique, qui s'est tenue le 11 janvier à Tuxtla Gutiérrez (Mexique).

Dans le domaine économique, les participants se sont mis d'accord pour créer entre eux une zone de libre commerce avant 1997. L'accord-cadre auquel ils sont parvenus sera suivi d'accords bilatéraux signés au rythme qui convient le mieux à chacun. On sait déjà que le Nicaragua pourrait établir rapidement des traités sur les produits agricoles.

Par ailleurs, le Mexique et la Banque interaméricaine de développement se sont engagés à financer la facture pétrolière des pays centraméricains estimée à 370 millions par an. La Déclaration de Tuxtla prévoit que les pays en question déposeront 20 % du montant de la facture dans leurs banques centrales et que le reste sera payé à la BID qui financera en échange "des programmes de développement d'ajustement structurels". La Déclaration signale également que le Venezuela et la Colombie ont manifesté l'intention d'ouvrir leurs marchés aux exportations centraméricaines.

Sur le plan politique, les chefs d'état ont exprimé leur soutien aux processus de négociation du Salvador et du Guatemala et ont appelé les organismes financiers internationaux à appliquer un plan d'aide d'urgence au Nicaragua.

Les chefs d'état centraméricains se sont félicités du résultat de leur réunion, dont devraient prendre exemple les pays développés dans leurs relations avec le Tiers monde. La prochaine rencontre régionale, à laquelle participeront les 12 pays membres de la CEE, le Groupe des quatre (Mexique, Venezuela, Colombie et Espagne) et sans doute les pays d'Europe du nord, aura lieu en mars prochain.

### **PANAMA : L'INVASION, UN VIRAGE HISTORIQUE**

Managua, 15 janvier (ANN/El Día). A peine un an après l'intervention de décembre 89, les Etats-Unis n'ont laissé aucun doute sur leur disposition à prolonger leur intervention au Panama. Les troupes cantonnées dans la zone du canal en sont sorties sous le prétexte d'empêcher un soi-disant coup d'état militaire, au moment où les syndicats et les organisations de masse étaient lancés dans un mouvement de protestation. Le 5 décembre, jour de la première grève nationale depuis l'installation de Guillermo Endara à la présidence, une manifestation a rassemblé plus de 100 000 personnes. Le gouvernement, alléguant une tentative de sédition dans la police, a demandé l'intervention des troupes étatsuniennes. Les rumeurs de coup d'état ont servi de prétexte à l'intimidation du mouvement social; personne en effet ne peut comprendre comment un coup d'état serait possible dans un pays où l'armée a été dissoute et dont la police, pratiquement sans armes, est placée sous la surveillance directe de l'appareil militaire du Commandement sud basé dans la zone du canal. Après cette "se-

conde invasion étatsunienne", le journal mexicain *El Día Latinoamericano* a publié un dossier sur les conséquences de l'intervention de 1989. Nous vous proposons des extraits de deux de ses articles.

UN AN APRES (José Montano)

"Troublée par les contradictions d'un gouvernement qui semble lier la solution de ses problèmes internes à l'utilisation de la force militaire des Etats-Unis, la population panaméenne, qui reste divisée, souffre d'une psychose de l'invasion laissée par les événements de décembre 1989. Apeurée par le diagnostic du gouvernement qui parle de la "persistance d'éléments survivants de la dictature passée", des milliers de panaméens jouent les caméléons, car tout peut entraîner une autre intervention militaire. (...) Human Physician, une organisation étatsunienne de médecins pour les droits de l'homme, estime que l'invasion étatsunienne a infligé d'importants dommages physiques et psychologiques à la société; on assiste à une épidémie de tristesse dont les conséquences sont "imprévisibles".

C'est une police démoralisée qui surveille les rues du Panama tandis que des centaines de paramilitaires, fortement armés, des milliers d'agents appartenant aux nombreuses et lucratives agences de sécurité, des milliers de systèmes de surveillance installés par les entreprises et les commerçants exercent une "vigilance" destinée à conjurer la peur d'un saccage semblable à celui qui a suivi l'invasion de décembre 1989.

Le lien établi par G. Endara entre une soi-disant rébellion militaire le 5 décembre dernier et l'action des secteurs populaires a permis d'ordonner le renvoi de tout travailleur de l'Etat mêlé aux manifestations. Tous les syndicats et les organisations sociales opposés au gouvernement seront désormais réprimés.

Le Comité pour la défense des droits de l'homme a protesté contre l'ensemble des mesures anticonstitutionnelles limitant les droits des travailleurs que G. Endara va envoyer au Parlement, tandis que de nombreux avocats estiment que le gouvernement a le comportement "typique d'une dictature" en demandant la modification de six articles de la constitution sur la liberté de réunion, d'expression, de manifestation. (...) Depuis l'invasion, il n'y a pas de parti d'opposition officiellement organisé et actif. Pourtant, le gouvernement ne parvient pas à contenir un intense mouvement social qui est en fait une réaction à la faim, au chômage, à la misère, à la marginalisation et à la chute du niveau de vie. (...)

Les organisations internationales des droits de l'homme dénoncent l'existence de centaines de prisonniers politiques arrêtés sans raison. (...) La situation des réfugiés de guerre est un autre drame. Beaucoup proviennent du quartier El Chorillo, totalement détruit par les bombardements étatsuniens lors de l'invasion de 1989. C'est ain-

si que plus de 600 familles sont logées dans les hangars d'une ancienne base étatsunienne, sous des tentes en plastique, où elles sont étroitement surveillées et éventuellement réprimées. (...) Le Centre de formation sociale du Panama a également mené une enquête sur les perquisitions illégales effectuées dans les quartiers pauvres tout au long de l'année 1990. La démocratie n'existe pas au Panama."

L'ANNEE DU VIRAGE (Guillermo Castro)

"L'année 90, qui a commencé par le coup d'état des Forces armées étatsuniennes et qui s'est terminée par une grande manifestation nationale contre l'occupation étrangère et le gouvernement imposé, marque un virage sans précédent dans l'histoire du Panama. Jusqu'alors en effet cette histoire s'était déroulée au rythme des conflits sociaux engendrés par les contradictions d'une économie très dépendante et débouchant sur des protestations massives contre la présence des Etats-Unis dans la zone du canal. Depuis l'invasion, la dimension sociale et la dimension nationale sont arrivées à un point de fusion, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences. (...) L'invasion a exacerbé les contradictions et a simultanément bloqué la crise qu'avait connue le pays tout au long des années 80. (...) La raison essentielle de cette crise était sans doute l'épuisement d'un modèle économique, fondé sur la primauté du commerce et des services, qui depuis 1903 était la base du pouvoir de l'oligarchie: de la restauration au gouvernement de cette dernière dépendait en grande mesure la préservation des intérêts étatsuniens dans le pays.

Jusqu'alors, le rythme des négociations entre le Panama et les Etats-Unis (1936/1954 et 1972/1977) obéissait à un cycle caractéristique: un coup d'état anti-oligarchique ouvrait la voie à la négociation qui, après la signature d'accords favorables aux intérêts panaméens, débouchait sur des élections qui légitimaient le retour de l'oligarchie au pouvoir. Ce cycle avait été interrompu après la signature du Traité Torrijos-Carter par deux facteurs inédits dans l'histoire nationale. Premièrement l'autonomie croissante des Forces armées panaméennes (...), ensuite la maturation politique des secteurs populaires et des couches moyennes. Ces circonstances ont conduit Reagan et Bush à opter pour la guerre de faible intensité, qui a permis de créer les conditions du coup d'état de décembre 1989 au moyen de l'exaspération systématique des conflits internes du pays.. Cependant, alors que l'on prétendait mettre fin à l'histoire du nationalisme panaméen, on a assisté à l'avènement d'une étape qualitativement nouvelle de cette histoire. (...)

Elle se caractérise par l'émergence d'un mouvement national autonome qui, même s'il manque pour l'instant d'un programme alternatif, dispose cependant d'une capacité de mobilisation et de critique qui, les 4 et 5 décembre derniers, a réussi à faire tomber le masque oligarchique de l'occupation étrangère et mettre en éviden-

ce la véritable nature du régime de protectorat. En aiguissant la crise, les Etats-Unis ont obtenu ce que le torrijisme avait commencé sans pouvoir terminer du fait de ses contradictions internes: accélérer la formation d'un sujet social d'un nouveau type pour lequel les raisons de la lutte sociale et celles de la lutte nationale sont désormais confondues. (...) Le Panama est une nation, il ne sera jamais une colonie, comme cela a été prouvé. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le prix qu'il faudra payer avant que soit reconnu tout ce que cette réalité implique."

## EN BREF

**CONSEQUENCES DE LA GUERRE DU GOLFE.** Le gouvernement nicaraguayen a prévu un plan d'urgence au cas où le conflit se prolongerait. L'essence sera rationnée et il y aura un changement d'heure. Pour l'instant, un appel au calme a été lancé: le pays a des réserves de combustible pour deux mois. La spéculation sur les hydrocarbures et certains produits a cependant commencé. Les autorités ont annoncé des sanctions. Par ailleurs, la guerre pourrait avoir des répercussions sur le montant de l'aide attendue des organismes internationaux.

**FRANKLIN AU MINISTERE DE L'INTERIEUR.** Sa nomination a été annoncée par le ministre Carlos Hurtado, mais on ne sait pas quelle sera sa responsabilité. Une radio a affirmé qu'il serait nommé numéro deux de la police, information qui a été démentie. Il pourrait être chargé de toutes les questions concernant les démobilisés de la contra.

**LES MERES DES HEROS ET MARTYRS** et l'Organisation révolutionnaire des infirmes continuent leur manifestation permanente face au Palais présidentiel car les négociations avec le gouvernement sur leurs avantages

sociaux n'ont pas abouti. Des délégations syndicales les soutiennent en venant à tour de rôle participer au sit-in.

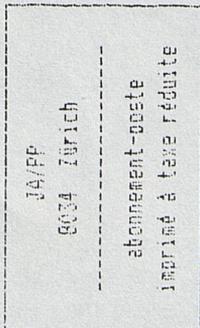
**MANIFESTATION DE L'UNO** contre le gouvernement, avec en tête Virgilio Godoy Miriam Argüello et les maires d'extrême-droite de la Région V, le dimanche 13 janvier. Environ cinq mille personnes, la majorité venant également de la Région V, ont demandé la démission d'Antonio Lacayo, ont traité Alfredo César de traître et ont lancé des vivas à la contra. La marche avait un caractère franchement hostile à l'exécutif.

**EXTREME-DROITE.** Arnoldo Alemán, le maire de Managua, a choisi le camp d'Alfredo César et de l'exécutif lors de l'élection du bureau de l'Assemblée par les consignes de vote qu'il a donné aux députés de son parti, favorisant ainsi l'isolement de Virgilio Godoy, qui de toute évidence lui fait trop d'ombre.

**CRISE DANS L'AGRICULTURE.** Tous les secteurs le reconnaissent, du COSEP à l'UNAG. Le cycle agricole 90/91 a été catastrophique, en particulier à cause des coûts de production trop élevés, de la "dollarisation" de l'économie et les problèmes de commercialisation.

**GUATEMALA.** Le nouveau président Jorge Serrano a déclaré qu'il allait rechercher "une paix totale" et non une simple trêve ou un cessez-le-feu avec la guérilla, pour respecter les Accords d'Esquipulas. En outre, il ne demandera pas à l'URNNG de déposer préalablement les armes "pour n'avantager personne". Il semble avoir une volonté politique d'en finir avec la guerre.

**EL SALVADOR.** George Bush a décidé de débloquer 42 millions de dollars d'aide militaire au gouvernement salvadorien, prétextant que le FMLN a violé les droits de l'homme. Cette somme sera remise après les élections de mars "pour donner du temps à la négociation", à moins de "nécessité impérieuse".



**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN  
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,  
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.  
 Coordinateur: Martin Muheim.  
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch.

Rédaction et traduction au Nicaragua: Michèle Faure et Frédéric Perrin; Téléphone: (505) 2/2'72'53

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.